

d'avis, dis-je, qu'en dépit de la dépression qui sévit partout ailleurs, nous pourrions très prochainement nous féliciter de ce que le Canada ait pu reprendre, au point de vue de son expansion et de son progrès, le premier rang parmi les colonies de l'empire britannique. Mon honorable ami a trouvé à redire à la dépense encourue pour l'immigration. Le ministre de l'Agriculture m'informe que le Gouvernement aide très peu les immigrants. Tout l'effort fait consiste à attirer des immigrants appropriés aux travaux agricoles.

L'honorable M. LOUGHEED: J'ai parlé seulement des primes offertes aux immigrants.

Sir RICHARD CARTWRIGHT: Le ministre de l'Agriculture se propose de réduire davantage ces primes. Il a même pris des mesures pour détourner de nos rives les immigrants qui ne conviennent pas à notre pays et que nous envoyaient par milliers des associations soi-disant charitables et d'autres organisations. Mais le point sur lequel je désire attirer particulièrement l'attention est celui-ci: l'immigration s'est énormément développée. Nous dépensons, aujourd'hui, \$8 pour cet objet contre une piastre que nous dépensions en 1896. Durant cette dernière année, l'immigration nous coûta \$120,000, tandis qu'elle nous coûte, aujourd'hui, \$1,000,000. Je doute que l'on puisse jamais s'imposer une dépense plus utile que celle faite pour l'immigration durant les deux dernières années. Les articles de ménage et autres effets apportés ici par les immigrés, durant les douze dernières années, représentent une valeur de cinquante ou soixante millions de piastres. Tout ce mobilier a été ajouté à la richesse du pays, et la plus grande partie de ce mobilier a pu être employée immédiatement comme élément producteur.

Quant à ce que peut valoir l'immigration pour le pays, je suis prêt à laisser à mon honorable ami le soin de répondre à cette question. Si vous ajoutez un million ou un demi-million d'âmes à notre population du Nord-Ouest, et si ce demi-million de nouveaux habitants continue de produire seulement la moitié de ce que ces immigrés ont produit jusqu'à présent, ces 500,000 âmes accroîtront la richesse et le revenu du pays de cent-cinquante millions de piastres par

année, et cette conclusion est basée sur la statistique fournie par le recensement officiel. C'est ce calcul qui justifie la politique d'immigration du Gouvernement. Si ce dernier augmente considérablement la population productive du pays; s'il développe les ressources nationales et le revenu général, il méritera bien d'être pardonné s'il a, peut-être, dans son zèle, dépassé certaines limites et dépensé quelques centaines de piastres qu'il eût pu épargner par une administration plus économique. Quoiqu'il en soit, j'assure de nouveau que la politique du Gouvernement est de réduire les dépenses publiques d'une manière compatible avec l'efficacité du service public, et qu'il n'est pas disposé à s'engager dans d'autres grandes dépenses, du moins jusqu'à ce que les entreprises en voie d'exécution ne soient plus une charge suffisante pour nos épaules.

Sir MACKENZIE BOWELL: Mon intention n'est pas de participer au débat sur l'adresse; mais je tiens à appeler l'attention de l'honorable ministre dirigeant sur l'assertion qu'il a faite que le taux des assurances maritimes, sur le fleuve Saint-Laurent, a été réduit en conséquence du fait que le chenal de ce fleuve a été amélioré et qu'il offre maintenant moins de dangers à la navigation. Si l'honorable ministre dirigeant veut se donner la peine de lire le compte rendu des délibérations de la chambre de commerce, et les déclarations faites dans la "Gazette", par ceux qui ont discuté les questions concernant la navigation du Saint-Laurent, il constatera que le taux des assurances maritimes a été augmenté, et que la chambre de commerce a adopté une résolution priant le ministre de la Marine et des Pêcheries, et aussi d'autres autorités de prendre des mesures pour obtenir une réduction de ce taux augmenté de l'assurance prise sur les navires ne constituant pas des voituriers de ligne régulière (tramp shipping).

Sir RICHARD CARTWRIGHT: J'attirerai certainement l'attention du ministre de la Marine et des Pêcheries sur ce sujet; mais je crois que, si mon honorable ami (sir Mackenzie Bowell) veut bien examiner la question plus à fond, il constatera que le taux des assurances maritimes a été réduit sensiblement. Cette réduction ne couvre